

AFRIQUE

développement



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le Secrétaire général de l'ONU demande à l'Afrique et aux bailleurs de fonds de traduire leur vision en actes

Organisation des Nations Unies, New York, 18 septembre 2008 — La plupart des économies africaines connaissent aujourd'hui une croissance plus forte qu'il y a 10 ans, et même plus rapide que celle de nombreuses régions en développement. Cependant, en dépit de ces progrès, rapporte le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, l'Afrique n'est toujours pas sur la voie d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), ni d'autres cibles de développement. Les pays africains et leurs partenaires internationaux doivent par conséquent redoubler leurs efforts, non pas en prenant de nouveaux engagements, mais en traduisant leurs engagements existants dans la réalité et leur "vision en programme d'action."

Le rapport du Secrétaire général (A/63/130) — un bilan exhaustif des réussites et des lacunes mêlant analyses et recommandations — avait été demandé par l'Assemblée générale des Nations Unies pour sa Réunion de haut niveau du 22 septembre 2008 sur les besoins de développement de l'Afrique. Cette réunion procédera à la première évaluation approfondie par les Etats membres de l'ONU des actions entreprises par les pays africains et par la communauté internationale depuis l'adoption en 2001 par les dirigeants africains du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) comme principal plan de développement du continent.

La réunion a également lieu à mi-parcours de la campagne mondiale pour les OMD et alors que l'inquiétude grandit que l'Afrique prenne du retard sur les autres régions du monde. Bien que selon le Secrétaire général un certain nombre de pays africains aient réalisé des progrès notables sur certains objectifs, aucun d'entre eux ne semble susceptible d'atteindre tous les OMD d'ici 2015 si on se réfère aux tendances actuelles. Deux cinquième des populations africaines vivent dans la grande pauvreté. S'ajoutant au défi de cette pauvreté persistante et extrême, l'Afrique doit aussi faire face à plusieurs problèmes menaçants : une crise alimentaire mondiale, de profonds changements climatiques et une flambée des prix de l'énergie.

Pour surmonter ces difficultés, l'Afrique et ses partenaires ont pris un certain nombre d'engagements au cours des années récentes. Le Secrétaire général note cependant que ces engagements "restent seulement partiellement concrétisés" d'un côté comme de l'autre.

Aide au développement

En 2005, un sommet du Groupe des huit pays industrialisés (G8) s'était mis d'accord pour doubler l'aide au développement africain à l'horizon 2010. L'année suivante, l'aide publique au développement (excluant les sommes consacrées à l'allègement de la dette) n'avait globalement augmenté que de 8 %, et depuis, rapporte le Secrétaire général, "les bailleurs de fonds prennent du retard." Une plus grande partie de l'aide de l'Union européenne (UE) va aujourd'hui à l'Afrique, atteignant 62 % en 2006, ceci bien que les engagements de l'UE aient globalement connu une légère baisse en 2007. Le Secrétaire général propose que le financement extérieur du développement de l'Afrique monte annuellement à 72 milliards de dollars afin de soutenir la réalisation des OMD.

Le Secrétaire général rapporte également que bien que la manière dont les bailleurs distribuent leur aide à l'Afrique ait fait des progrès, les programmes d'aide souffrent encore trop souvent d'un manque de coordination et ne sont que partiellement ciblés en fonction des priorités de développement des pays destinataires. Ses critiques n'épargnent pas l'ONU qui a manifesté une tendance "à soutenir une prolifération des activités destinées à l'Afrique génératrice d'incohérence."

**Une réunion de haut niveau sur le développement de l'Afrique
Nations Unies, New York, 22 Septembre 2008**

Division de la communication stratégique Département de l'information de l'Organisation des Nations Unie, www.un.org/AR



Dettes

La question de la dette est un des développements positifs. A la date de juillet 2008, 19 pays africains avaient obtenu des réductions substantielles de leurs dettes officielles envers les gouvernements étrangers et les institutions multilatérales. En conséquence, la dette publique globale de l'Afrique est tombée de 205,7 milliards de dollars en 1999 à 144,5 milliards de dollars en 2007. Le Secrétaire général prévient néanmoins que la dette privée a connu une lente dérive, passant de 92,4 milliards de dollars à 110,2 milliards de dollars sur la même période. Il recommande que l'allègement de la dette soit élargie à d'autres pays africains.

Echanges

Selon le Secrétaire général, l'amélioration des perspectives commerciales de l'Afrique est très réduite. Le cycle de Doha des négociations multilatérales sur le commerce international a atteint "un point critique," note-t-il. En particulier, les pays africains insistent sur une réduction des subventions à l'agriculture de l'UE, des Etats-Unis, du Japon et du Canada qui ont atteint un total de 750 milliards de dollars depuis 2001 et qui ont fortement déprimé le prix des exportations agricoles africaines sur les marchés mondiaux. Le Secrétaire général recommande instamment une réduction de ces subventions à l'agriculture ainsi que d'autres réformes dans le domaine des échanges afin d'améliorer l'accès aux marchés des exportations africaines.

Paix et sécurité

Pour aider l'Afrique à résoudre plus aisément les conflits armés, le G8 s'est engagé à entraîner une force de maintien de la paix de 25 000 hommes et à fournir une assistance technique à la force d'intervention rapide dont la création est prévue par l'Union africaine. Les seuls Etats-Unis devraient assurer la formation de 75 000 soldats africains d'ici 2010 et l'UE a apporté de 2005 à 2007 une contribution de 250 millions d'euros aux efforts de l'Union africaine dans le domaine de la paix et de la sécurité. Le Secrétaire général remarque néanmoins que cette aide du G8 a été fournie "de manière ad hoc et non harmonisée."

Initiatives africaines

Les pays africains doivent eux-mêmes faire plus pour accroître leurs revenus au niveau national et pour améliorer la productivité de leurs économies, soutient le Secrétaire général. Les gouvernements africains se sont engagés en 2003 à consacrer avant la fin 2008 10 % de leurs dépenses publiques à l'agriculture et au développement rural afin de soutenir le programme de développement agricole du NEPAD. Jusqu'à maintenant, six pays africains seulement ont atteint cet objectif. De même, les gouvernements africains se sont mis d'accord en 2001 pour faire passer leurs budgets de la santé à 15 % des dépenses publiques. Seuls six pays ont atteint ce but.

Dans le cadre du NEPAD, un certain nombre de pays africains ont convenu de mettre sur pied un programme volontaire de contrôle mutuel du respect de la démocratie, des droits humains et de la bonne gouvernance, le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs. A ce jour, 29 pays — plus de la moitié — ont adhéré à ce mécanisme et sept ont procédé à une évaluation. Le Secrétaire général recommande que les gouvernements, les médias et les groupes de la société civile africains fassent des efforts pour impliquer leurs citoyens dans le mécanisme d'évaluation par les pairs. Il suggère également que les pays africains entreprennent un exercice d'évaluation par les pairs similaire pour atteindre les OMD.

Le Secrétaire général rapporte que les femmes africaines ont obtenu quelques gains dans le domaine politique, le pourcentage de femmes parlementaires passant de juste 7 % en 1990 à 17 % en 2007. Plus généralement, le Secrétaire général recommande que dans le cadre de leur vie politique et de leur développement les pays africains renforcent les mécanismes "de la participation, de l'inclusion et de l'autonomisation de tous les secteurs de la société".

Pour de plus amples renseignements, prière de contacter:

M. Ernest Harsch

Section Afrique du Département de l'information

Tél.: (1-212) 963-4513

E-mail: harsch@un.org

Le texte complet du rapport du Secrétaire général sur "Les besoins de développement de l'Afrique" est disponible sur le site Web d'Afrique Renouveau à : www.un.org/AR. Sur la page d'accueil cliquez sur "NEPAD / Grand rapports de l'ONU".

Une réunion de haut niveau sur le développement de l'Afrique Nations Unies, New York, 22 Septembre 2008

Division de la communication stratégique Département de l'information de l'Organisation des Nations Unie, www.un.org/AR

